



# **Réponse à la consultation publique sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé**

**25 MAI 2012**

## **I. Contexte**

Les décisions de l'ARCEP n°2009-1106 et n°2010-1312 ont fixé à la charge des opérateurs de communications électroniques une obligation de « complétude des déploiements » leur imposant de déployer dans un délai limité un réseau capillaire à proximité immédiate de l'ensemble des logements des zones de déploiements (zone arrière de point de mutualisation).

Or, cette obligation de complétude des déploiements reste difficile à mettre en œuvre dans les zones moins denses et notamment pour les habitats les plus isolés. Le 13 avril 2012, l'ARCEP a, donc, lancé une consultation publique, relative à la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé, à la suite de laquelle l'ARCEP sera amenée à préciser les conditions de mise en œuvre de cette règle pour l'habitat isolé.

Le présent document constitue la réponse de la société Covage à la consultation publique lancée par l'ARCEP sur la mise en œuvre des obligations de complétude des déploiements des réseaux FttH mutualisés pour l'habitat isolé

## **II. Exposé des problématiques rencontrées**

L'ARCEP a identifié les difficultés suivantes :

- Le déploiement exhaustif dans un délai contraint au sein de chaque zone arrière de point de mutualisation (y compris l'habitat diffus ou isolé) rend plus difficile l'équation économique de déploiement de l'ensemble du projet.
- Dans le cas des réseaux d'initiative publique, des arbitrages locaux peuvent conduire, à budget donné, à privilégier des déploiements ubiquitaires (au moins un point de présence dans chaque commune) au détriment des déploiements exhaustifs des zones arrière de chaque point de mutualisation.
- Un délai maximal de 5 ans peut poser un problème d'articulation dans le temps entre le déploiement du réseau FttH cible et l'utilisation temporaire d'une technologie alternative au FttH permettant une montée en débit au sein d'une zone donnée (via une solution filaire ou hertzienne).

**Question de l'ARCEP : Avez-vous rencontré ou avez-vous connaissance de telles problématiques liées à l'application de la règle de complétude des déploiements pour certains types d'habitat ou de zones ? Dans l'affirmative, pouvez-vous les décrire ? Quelles conséquences ont-elles eu sur vos projets de déploiements FttH ?**

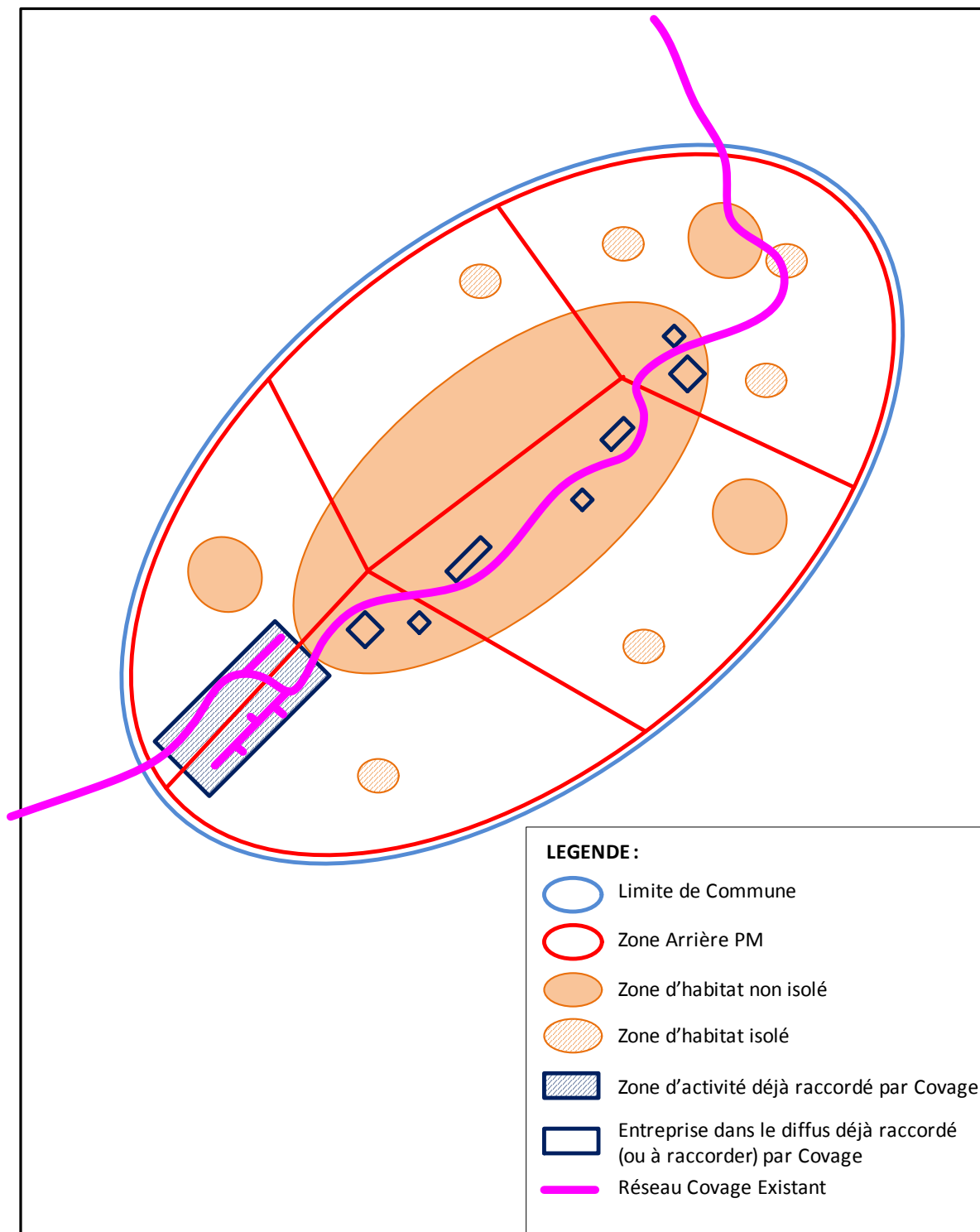
### **Réponses de la société Covage :**

Dans le cadre de nos études sur certains de nos projets de déploiement de réseaux FttH, nous avons pu constater que l'habitat isolé, sur une solution 100% FttH, avait un impact important sur l'équation économique de déploiement de l'ensemble du projet. En effet, dans un projet comptant aux alentours de 5000 prises en habitat isolé, le coût de déploiement du réseau jusqu'au point de branchement optique (PBO) est estimé à 4000€ par prise en moyenne, et peut monter jusqu'à 6000€ par prise. Un tel surcoût, pour les



prises situées en habitat isolé, entraîne sur l'ensemble du périmètre étudié une augmentation du coût de déploiement proche de 150€ par prise. Par conséquent, un déploiement exhaustif dans un délai contraint au sein de chaque zone arrière de point de mutualisation rend difficile l'équation économique de déploiement de l'ensemble du projet, mais peut même compromettre la réalisation du projet.

De plus, l'obligation de complétude des déploiements de réseaux FttH entraîne un double déploiement dans les zones d'activités (ZA) déjà couvertes ou faisant l'objet d'un projet de couverture par des réseaux en fibre optique, notamment dans le cadre de réseaux d'initiative publique (RIP), comme indiqué dans le schéma ci-dessous.





En effet, plusieurs réseaux en fibre optique ont été déployés afin de couvrir des ZA et nous regrettons que l'obligation de complétude de déploiement des réseaux FttH n'incite pas les opérateurs à utiliser les réseaux en fibre optique préexistants dans ces ZA qui peuvent être à cheval sur plusieurs zones arrière de point de mutualisation. La prise en compte des réseaux en fibre optique préexistants permettrait :

- D'une part, de rendre moins difficile l'équation économique de déploiement de l'ensemble du projet de réseau FttH, et ;
- D'autre part, de ne pas perturber l'équilibre financier des réseaux en fibre optique préexistants.

Pour ce faire, nous proposons à l'ARCEP de différencier les réseaux FttH des réseaux Fiber To The Office (FttO). Une telle distinction nous apparaît pertinente d'un point de vue opérationnel, un réseau FttH n'étant pas dimensionné de la même manière qu'un réseau visant à desservir les bureaux des entreprises. L'obligation de complétude de déploiement des réseaux FttH ne porterait plus sur les zones géographiques déjà couvertes ou en passe d'être couvertes par des réseaux FttO.

Enfin, l'obligation de complétude de déploiement des réseaux FttH dans sa conception actuelle n'est pas envisageable sans en exclure l'habitat isolé. Le délai de 5 ans n'incite pas les opérateurs à déployer des réseaux FttH dans les zones moins denses, ou des technologies alternatives qui occasionnent pour les opérateurs des investissements non négligeables qu'ils n'auront pas le temps d'amortir.

### **III. Problématiques de la consultation publique**

#### ***a. Définition de la notion d' « habitat isolé »***

Il est proposé par l'ARCEP trois définitions

- Un logement isolé s'il fait partie d'un ensemble de 1 à 3 bâtis, éloigné de plus de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis. L'habitat isolé est constitué des poches de 3 logements ou moins et l'habitat non-isolé des poches de 4 logements ou plus.
- Faire une partition dite de Voronoï du territoire, un logement serait alors isolé lorsqu'il est dans un polygone de Voronoï associé d'une surface supérieure à 1 hectare. La méthode consiste à partir des logements ou locaux à usage professionnel que l'on représente par des points, et à associer à chacun de ces logements ou locaux la surface qui l'entoure, de telle sorte que tout point de cette surface soit plus proche du logement en question que de n'importe quel autre logement.
- La distance entre le point de concentration (PC) et le répartiteur du réseau cuivre de France Télécom (NRA) desservant le logement considéré, divisée par le nombre de logements desservis par chacune des portions du réseau (distance pondérée).

**Question de l'ARCEP : Parmi les définitions proposées, laquelle vous semble la plus pertinente ? Avez-vous connaissance d'autres définitions de l'habitat isolé ?**

#### **Réponses de la société Covage :**



Pour la société Covage, la définition d'habitat isolé la plus pertinente est la première consistant à considérer comme un habitat isolé un ensemble de 1 à 3 bâtis, éloigné de 100 mètres de tout autre ensemble de bâtis. Nous souhaitons préciser que cette définition ne peut être mise en œuvre qu'à la condition que les opérateurs puissent se procurer les données cadastrales de la zone dans laquelle ils s'apprêtent à déployer un réseau FttH, mais surtout les données foncières détenues par la Direction Général des Impôts afin que les opérateurs ne soient pas obligés de déployer un réseau à proximité d'un bâti qui ne serait ni habité, ni utilisé comme un local professionnel.

En effet, nous remarquons que la méthode de définition de l'habitat isolé consistant à tracer des polygones de Voronoï provoque des effets de bord préjudiciables, faisant entrer les habitats en périphérie de zones urbanisées dans la catégorie d'habitat isolé alors qu'ils ne sont en aucun cas isolés. De même, la dernière méthode exposée par l'ARCEP ne nous semble pas pertinente car elle suppose que l'on utilise les infrastructures de France Télécom, ce qui n'est pas toujours le cas.

Afin de définir l'habitat isolé pourrait aussi être utilisée la définition que donne l'Insee de l'unité urbaine. L'Insee précise que « *la notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants* ». Dès lors, afin de définir la notion d'habitat isolé il convient d'utiliser la même technique que celle préconisée par l'ARCEP dans sa première définition mais en faisant des cercles de 200 mètres et non pas des cercles de 100 mètres.

### ***b. La pose différée du point de branchement optique***

La solution qui apparaît la plus pertinente à l'ARCEP consisterait à permettre que, dans le cas spécifique de l'habitat isolé, le point de branchement optique (PBO), à proximité immédiate de l'habitat, puisse ne pas être posé dans le délai maximal général de 5 ans. En revanche, à l'issue de ce délais maximal, l'opérateur de point de mutualisation devra être en mesure de construire et de raccorder ce point de branchement à proximité immédiate du logement concerné dans un délai limite de quelques semaines, à partir du moment où l'utilisateur de ce logement demanderait à souscrire un abonnement à des services reposant sur le réseau FttH.

**Question de l'ARCEP : Estimez-vous que la solution préconisée permet de répondre aux principaux problèmes identifiés ? Le cas échéant, quels aménagements/compléments serait-il pertinent d'ajouter afin de garantir l'effectivité des objectifs poursuivis ?**

**Si vous estimez que la solution préconisée n'est pas la plus pertinente, quelle solution suggérez-vous ? Motivez votre proposition.**

### **Réponse de la société Covage :**

La société Covage pense que la solution proposée par l'ARCEP ne permet pas de répondre aux principaux problèmes identifiés. En effet, une telle solution ne ferait que fragiliser la réalisation des projets de RIP en créant des investissements impossibles à prévoir, tant en terme de montant que de calendrier, ceci rendant aléatoire le montage financier du projet.



De plus, la réalisation de la desserte vers un logement quelques semaines après la demande de raccordement du client final équivaut pour un opérateur à la réalisation de la desserte de l'habitat isolé à court terme. Tous les logements souffrant de carence, en terme de réception ADSL, étant susceptibles d'en faire la demande très rapidement, le report de temps de l'investissement deviendrait alors quasi-inexistant.

Afin de garantir l'effectivité des objectifs poursuivis, la société Covage pense qu'il est pertinent de mettre en œuvre la solution proposée par l'ARCEP mais à condition qu'il existe préalablement du génie civil disponible afin de réaliser la desserte vers le logement de la personne ayant fait une demande de raccordement après le délai de déploiement maximal de 5 ans.

En tout état de cause, la société Covage propose, dans le cadre des réseaux d'initiative publique, de laisser les collectivités décider de la stratégie à adopter. Les RIP ayant pour vocation de répondre aux attentes de l'ensemble des habitants de leur territoire, leur jugement ne peut être que pertinent. L'obligation de complétude de déploiement des réseaux FttH et le délai imposé pour l'atteindre doivent être considérés au regard des solutions envisageables pour les atteindre. Les collectivités misant sur des opportunités permettant de réduire les coûts de création des réseaux (effacement de réseaux existants, travaux de voiries divers), nous proposons que l'obligation liée à l'habitat isolé permette, ou impose, après le délai maximal de 5 ans la mise en place de solutions alternatives à la fibre optique, notamment la couverture radio.